



Bureau sous-régional pour l'Afrique de l'Ouest
Vingt-troisième Session du Comité Intergouvernemental
de Hauts Fonctionnaires et Experts (23ième CIE)

ECA/WA/ICE/23/01b
Distribution : Limitée
Document : Français
Texte original : Anglais

Note d'orientation

**Maximiser les investissements pour
atteindre une dynamique démographique
optimale en Afrique de l'Ouest à l'ère de la
COVID 19 : L'impératif de mieux
reconstruire**

Réunion Virtuelle : 26-27 Novembre 2020

Contenu

Introduction.....	2
<i>Bref aperçu des tendances démographiques et économiques en Afrique de l'Ouest</i>	4
<i>Faire face aux dynamiques démographiques en vue d'atteindre les ODD à l'ère de la COVID-19.....</i>	6
<i>Des données probantes : Financement du dividende démographique en Afrique de l'Ouest.....</i>	8
<i>Maximiser les investissements pour la dynamique démographique de l'Afrique de l'Ouest : Des ressources publiques, privées et extérieures.....</i>	9
Conclusion.....	11
Questions à débattre	12
Référence	13

Introduction

1. Le rôle des dynamiques de populations en tant que moteur de la croissance économique et du développement, lorsqu'elles sont bien gérées, est largement partagé. La population constitue en effet un enjeu fondamental dans tous les domaines du développement. Plus récemment, le lien entre population et développement a été largement pris en compte dans le cadre du dividende démographique, qui fait référence à la croissance accélérée d'une économie qui résulte du changement de la structure d'âge de la population du pays. Ceci apparaît lorsque la fécondité et la mortalité diminuent dans des contextes de forte fécondité et de forte mortalité ; ce qui réduit les taux de dépendance et crée une "fenêtre d'opportunité" pour l'épargne, l'augmentation de la productivité et l'investissement : il s'agit donc d'un avantage essentiel pour la croissance économique et la réduction de la pauvreté. Le concept de dividende démographique prescrit que dans le monde en développement, l'augmentation de la proportion des personnes en âge de travailler et les changements qui en découlent (tel que des niveaux de revenus plus élevés) peuvent donner une forte impulsion au développement économique (Bloom et Williamson, 1998 ; Mason, 2005 ; Mason et al., 2016).
2. Il est considéré que la baisse de la fécondité dans les pays à faible revenu rapporte un dividende substantiel, découlant simplement de l'augmentation des ressources par habitant pour les services, les infrastructures et les moyens de subsistance en raison de la diminution de la dépendance vis-à-vis des ressources humaines et de toutes les autres ressources. Pour que le dividende démographique se matérialise, les décideurs politiques doivent utiliser la "fenêtre d'opportunité" pour maximiser les investissements dans les secteurs socio-économiques essentiels. Ainsi, un dividende bien plus important peut être récolté avec une bonne politique et des investissements dans le capital physique et humain, en utilisant la période de baisse des taux de dépendance pour transformer les économies de telle sorte que leur potentiel de croissance reste élevé longtemps après la fermeture de la fenêtre. Plusieurs pays asiatiques ont bénéficié du dividende démographique, le "miracle asiatique" étant attribué aux investissements dans la contraception pour réduire les taux de fertilité, dans une éducation de qualité, accessible à tous et dans la participation à la vie active (Drummond et al. 2014).
3. La démographie particulière de la sous-région ouest-africaine constitue un enjeu faisant l'objet de débats politiques régionaux et mondiaux sur le développement de l'Afrique. Le consensus a été que la sous-région est prête à optimiser sa fenêtre d'opportunité en tirant profit de sa dynamique démographique, notamment en ce qui concerne la structure d'âge de la population. A titre illustratif, il convient de relever la discussion régionale qui a impulsé le lancement de la feuille de route de la Commission de l'Union africaine (CUA) et de ses partenaires pour le thème de 2017 : "Exploiter le dividende démographique par des investissements dans la jeunesse" (CUA, 2016). En effet, une proportion importante des 15 pays de la CEDEAO se trouve au stade embryonnaire de cette fenêtre (CEA, 2020a)¹. Par

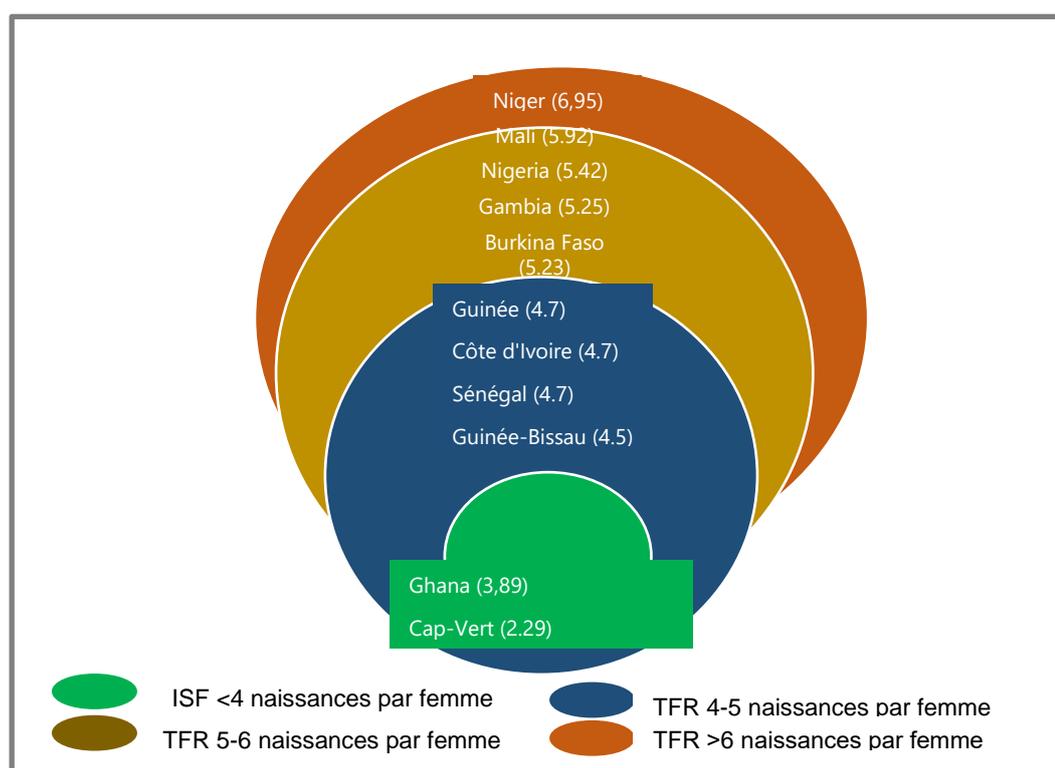
conséquent, il est urgent de veiller à ce que cette opportunité ne soit pas gâchée en l'absence de cadres politiques et institutionnels orientés par des investissements optimaux favorisant la croissance économique et l'atteinte des ODD.

4. Maximiser les investissements pour garantir une croissance économique future et un développement humain est particulièrement pertinent dans cette période marquée par la survenance de la COVID 19. La sous-région de l'Afrique de l'Ouest se trouve confrontée à cette pandémie depuis mars 2020, avec des impacts humains, sociaux et économiques négatifs. En plus d'entraver la réalisation d'une dynamique démographique optimale dans son large spectre qui comprend la dynamique des populations, la santé, l'éducation, la gouvernance de la croissance économique, l'urbanisation, la migration et le développement du genre et le dividende démographique ; la COVID-19 met en péril les efforts pour réaliser l'Agenda 2030 des ODD, et l'Agenda 2063.
5. Malgré les mesures de lutte et les politiques de soutien économique et social, la COVID-19 a entraîné une détresse sociale et des pertes économiques en termes d'emplois et de revenus pour une grande partie de la population, en particulier les femmes et les plus vulnérables, y compris les enfants, les jeunes, les pauvres et les groupes minoritaires.
6. Pourtant, face à l'appel à répondre aux besoins humains et sanitaires immédiats et urgents liés à la Covid-19, et au rétrécissement de leurs espaces fiscaux, les gouvernements africains, y compris en Afrique de l'Ouest, sont confrontés à des choix difficiles qui pourraient entraver leurs choix politiques et leur capacité à sauvegarder les progrès durement acquis en matière de santé, d'éducation et d'autres services sociaux. En d'autres termes, les investissements visant à accélérer le dividende démographique sont menacés.
7. Il convient de noter que la pandémie de Covid-19 a mis en évidence la fragilité et la vulnérabilité des secteurs sociaux des pays, notamment la santé, l'éducation, la protection sociale et la couverture de sécurité, etc., qui sont tous essentiels à la constitution d'un capital humain, un facteur déterminant pour relancer l'économie et les secteurs sociaux et les rendre plus solides et résilients.
8. Il est donc essentiel de répondre aux besoins et demandes essentielles liés à la COVID-19 ainsi que de maximiser les investissements pour mieux reconstruire, en particulier en optimisant la dynamique démographique dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest. Pour ce faire, il est nécessaire de bien comprendre les implications macroéconomiques des services de santé et autres services sociaux.
9. Ce document analyse la nécessité de maximiser les investissements pour obtenir une dynamique démographique optimale. Cette analyse devrait fournir aux participants à la vingt-troisième session du Comité Intergouvernemental des Hauts Fonctionnaires et des Experts pour l'Afrique de l'Ouest (CIE) de la CEA des orientations pour mieux débattre. Le document passe en revue les tendances démo-économiques en Afrique de l'Ouest, examine la nécessité de tirer parti de la dynamique démographique pour atteindre les objectifs et cibles de développement durable associés et se focalise sur l'impératif de maximiser les investissements essentiels pour exploiter les dynamiques démographiques à l'ère actuelle de la COVID19. Enfin, le document propose des questions à débattre par les participants à la CIE.

Bref aperçu des tendances démographiques et économiques en Afrique de l'Ouest

10. La dynamique de la population ² et la transition démographique qui en résulte pour l'Afrique sont sans précédent par rapport à toutes les autres régions du monde³. Néanmoins, il existe des variations au sein de cette sous-région mondiale en ce qui concerne les profils de population. Malgré la persistance d'une forte fécondité globale dans cette sous-région (5,2 enfants par femme) (UNDESA, 2019), quatre groupes peuvent être considérés avec des taux de fécondité de niveau élevé à faible (Figure 1).

Figure 1: Indice synthétique de fécondité par pays en Afrique de l'Ouest (2015-2020)



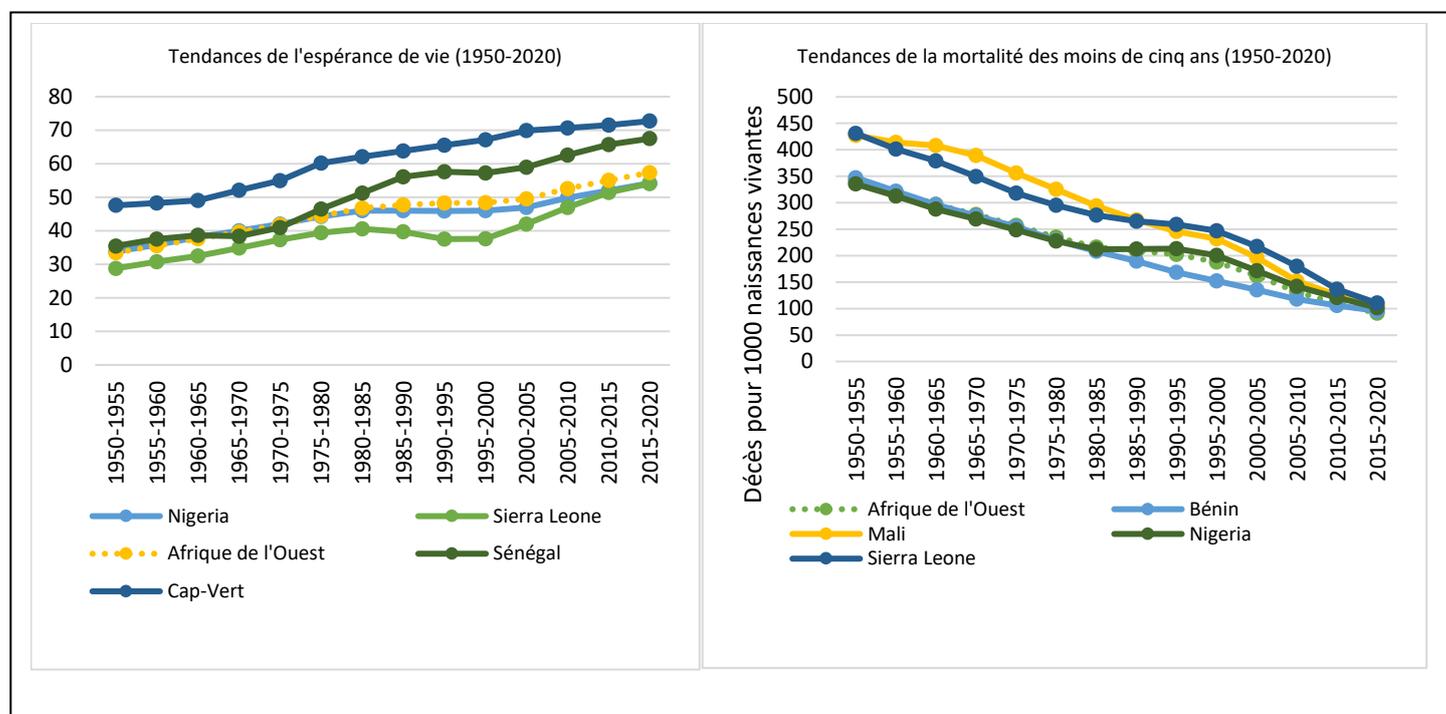
Source : Calculs de la CEA basés sur World Population Prospects : Révision de 2019 ; UNDESA, Division de la population.

² Les processus de la population de base, à savoir la fécondité, la mortalité et la migration, entraînent généralement des changements dans la taille et la répartition de la population, le taux de croissance et la structure âge-sexe. Les questions de morbidité, d'urbanisation et de mondialisation sont intrinsèques à ces processus.

³ La population de l'Afrique de l'Ouest est d'environ 400 millions d'habitants en 2020 (5% de la population mondiale). La sous-région abrite le Nigeria (200 millions en 2020), actuellement la nation la plus peuplée d'Afrique, et le seul pays africain parmi les 10 pays les plus peuplés au monde.

11. D'autre part, des progrès importants ont été réalisés en ce qui concerne la mortalité au cours des dernières décennies⁴ et l'espérance de vie à la naissance, qui est une mesure importante de la qualité de vie des individus (Figure 2).

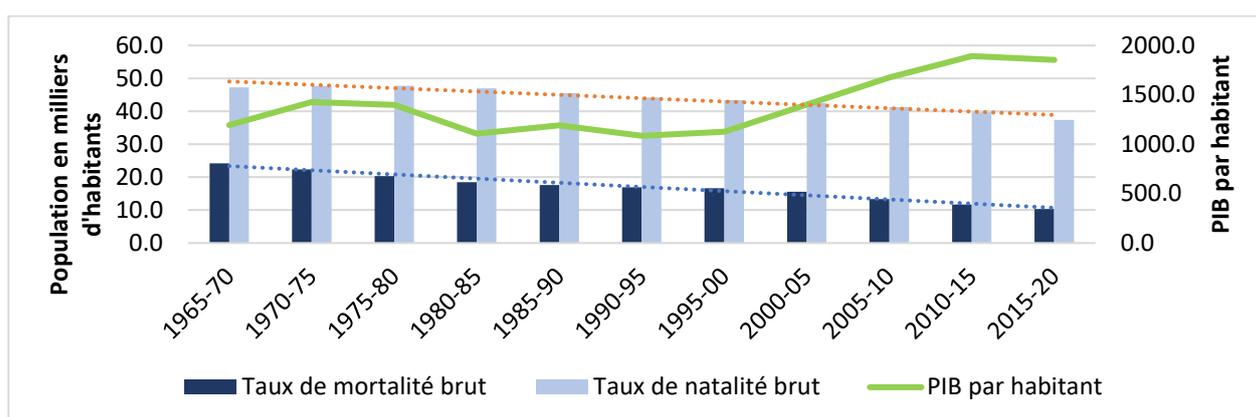
Figure 2: Tendances de la mortalité et de l'espérance de vie



Source : Calculs de la CEA basés sur World Population Prospects : Révision 2019, Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, Division de la population.

12. La croissance économique est nécessaire à une transformation structurelle et à un développement économique significatif. Cette croissance devrait également être le résultat d'une production et d'une consommation responsables en référence à l'ODD 12, accompagnée d'un travail décent et d'une croissance en référence à l'ODD 8. Au cours des dernières années, la croissance économique dans la sous-région a augmenté régulièrement ; le taux de croissance moyen a atteint plus de 5% de 2009 à 2015 avant de ralentir, à 0,2% en 2016. Une reprise progressive est enregistrée avec une croissance moyenne de plus de 3% en 2018 et 2019 (CEA, 2019b). Toutefois, les perspectives économiques en Afrique de l'Ouest devraient être sombres en 2020, en raison du choc négatif de la pandémie de la COVID-19.

⁴La mortalité infantile est passée de 196 en 1950 à 57 décès pour 1000 naissances vivantes ; la mortalité des moins de cinq ans est passée de 342 en 1950 à 91 décès pour 1000 naissances vivantes ; le taux brut de mortalité (mortalité à tous les âges) est passé de 30,4 en 1950 à 10,3 décès pour 1000 habitants.

Figure 3: Tendances de l'évolution de la population et du PIB par habitant 1970 - 2019

Source : Calculs de la CEA basés sur World Population Prospects : Révision 2019, Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, Division de la population.

Faire face aux dynamiques démographiques en vue d'atteindre les ODD à l'ère de la COVID-19

13. La dynamique de la population reste une cause sous-jacente de bon nombre des défis de développement auxquels font face les régions d'Afrique de l'Ouest et du Sahel. De même, la croissance rapide de la population n'a pas permis de bénéficier suffisamment des effets positifs de la croissance économique. Par exemple, le Nigeria malgré une trajectoire de croissance relativement favorable compte un habitant sur deux en Afrique de l'Ouest et 85 millions de personnes sur 200 millions vivent dans l'extrême pauvreté (UNDESA, 2019a).
14. La croissance démographique rapide sans croissance économique durable adéquate a entravé les efforts et accru les défis pour éradiquer la pauvreté, atteindre une meilleure qualité de vie, combattre la faim et la malnutrition et renforcer l'expansion et la couverture de la qualité de la santé et de l'éducation, tout en réduisant la morbidité et la mortalité (UNFPA, 2018). La pandémie de la COVID-19 a exacerbé ces tendances, tout en exposant les menaces qui pèsent sur la réalisation d'une dynamique démographique et d'un dividende démographique optimaux. En conséquence, la pandémie a aggravé l'impact négatif sur les principales dimensions du dividende démographique et du développement durable, à savoir la santé, l'éducation, la croissance économique et la gouvernance.
15. La CEA a estimé à au moins 100 milliards de dollars le montant nécessaire pour répondre d'urgence aux besoins immédiats de filet de sécurité des populations résultant de la pandémie (CEA, 2020b). La santé des populations africaines ainsi que les systèmes et infrastructures de santé ont sans aucun doute été affaiblis par la pandémie. Avant l'apparition de la maladie, les systèmes de santé en Afrique de l'Ouest avaient besoin d'être renforcés pour répondre aux demandes de la population croissante. L'engagement des gouvernements à atteindre l'objectif fixé d'allouer au moins 15% de leur budget annuel à l'amélioration du secteur de la santé était loin d'être une réalité. Des recommandations ont été formulées par l'OMS et ses partenaires pour augmenter les dépenses de santé, mais les crises sanitaires sans précédent menacent les plans nationaux de santé. Un refinancement des budgets de santé, des budgets

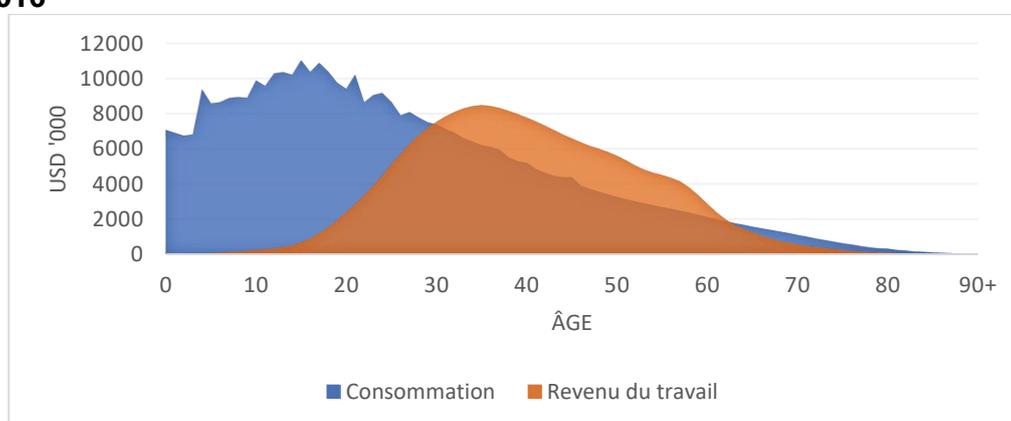
supplémentaires et une réaffectation des ressources des programmes prévus antérieurement pourraient être en cours pour faire face aux crises sanitaires et compromettre la fragile marge de manœuvre budgétaire des pays africains et ouest-africains. Le financement et les autres réponses à la COVID-19 risquent également de détourner des ressources et des efforts consacrés à d'autres maladies et défis de santé.

16. Il est également prévu qu'environ 19 millions d'emplois seront perdus en Afrique, poussant quelque 5 à 29 millions de personnes dans la pauvreté (ECA, 2020b). Cela se traduira par une plus grande dépendance économique, car un plus grand nombre de personnes qui étaient autrefois des travailleurs actifs deviendront dépendantes de la main-d'œuvre active restante ainsi que de l'État. Or, la réalisation d'un dividende démographique dépend de l'âge et des rapports dépendance économique/soutien. Les inégalités entre les sexes devraient également s'aggraver, car les femmes et les jeunes seront plus vulnérables si des efforts ne sont pas faits en temps utile.
17. Dans l'ensemble, les chocs économiques et sanitaires simultanés entraveront l'exploitation du dividende démographique et exacerberont les risques d'annulation des gains importants réalisés dans la sous-région en matière de croissance et d'autonomisation du capital humain. En outre, le groupe des jeunes, qui est la population sur laquelle on compte comme base potentielle pour réaliser des gains démo-économiques pour la croissance de l'Afrique, sera plus touché par les impacts sur l'éducation et l'emploi en raison des fermetures d'écoles et des pertes d'emploi. Pour maintenir l'élan de la réalisation impérative du dividende démographique en vue de la réalisation des ODD, les mesures de réponse actuelles et les efforts de redressement après la COVID-19 devraient garantir des investissements adéquats dans la santé, l'éducation, la transformation économique pour des emplois productifs et la bonne gouvernance (Beegle and Christiaensen, 2019).

Des données probantes : Financement du dividende démographique en Afrique de l'Ouest

18. **Une perspective sociodémographique** : Si l'Afrique de l'Ouest doit apprendre de l'expérience d'autres régions, il convient de prendre note de l'expérience de l'Asie. Une brève évaluation de cette sous-région montre que même pour des transitions démographiques similaires, les résultats économiques finaux peuvent être très différents. Elle souligne le rôle des politiques pour assurer la traduction de la croissance potentielle en gains réels. La sous-région a connu une augmentation de 20 % de la part de la population en âge de travailler entre 1965 et 2010 (Drummond et al., 2014). Elle a également enregistré une multiplication par sept de son PIB par habitant. Parmi les principaux facteurs qui ont été attribués aux bons résultats économiques et de développement de l'Asie figurent les investissements plus ciblés dans le capital humain (éducation et santé) et physique, les taux de participation au marché du travail plus élevés et l'accent mis au départ sur une croissance à forte intensité de main-d'œuvre tirée par les exportations, qui a permis à la région de tirer le meilleur parti possible de l'augmentation de la main-d'œuvre (Drummond et al, 2014). Quantifier le dividende démographique potentiel de l'Afrique de l'Ouest ne doit pas manquer de reconnaître l'expérience de l'Asie et de se référer également à l'expérience d'un groupe de pays africains (Afrique du Sud, Botswana, Cap-Vert, Seychelles et Maurice) qui ont enregistré de bonnes performances dans la réalisation de la transition démographique (FMI, 2014).
19. **Une perspective démo-économique** : Le déficit du cycle de vie économique (LCD), c'est-à-dire la différence entre le revenu du travail et la consommation à chaque âge, a été utile pour déterminer la période réelle de dépendance. Si le revenu du travail d'une économie est supérieur à ses dépenses de consommation, cela signifie que cette économie est excédentaire. La figure 4 montre que les dépenses de consommation en Afrique de l'Ouest dépassent le revenu du travail entre 0 et 28 ans (âge de la dépendance économique), alors qu'au-delà de cette période, l'excédent commence, lorsque le revenu du travail dépasse les dépenses de consommation (âge de l'épargne), cette période durant 33 ans. Ainsi, à l'âge de 63 ans, l'excédent se termine, illustrant la dépendance des personnes âgées. En d'autres termes, les années de dépendance réelles en Afrique de l'Ouest se situent entre 0 et 28 ans (dépendance des enfants et des jeunes) et au-delà de 63 ans (dépendance des personnes âgées).

Figure 4: Profil d'âge de la consommation agrégée et du revenu du travail pour l'Afrique de l'Ouest, 2016



Source : ECA, adapté de Olaniyan et al, 2019

20. L'effet des paramètres démographiques sur la croissance économique des pays d'Afrique de l'Ouest a montré un effet positif significatif ; le coefficient du dividende démographique, mesuré comme le ratio de soutien économique, est positif et significatif, confirmant l'existence du dividende démographique en Afrique de l'Ouest. Une augmentation de 1 % du dividende démographique contribue pour environ 2,28 % à la croissance du revenu par habitant (Olaniyan et al, 2019 ; Bloom et al, 2015). Ainsi, une augmentation du bénéfice qui découle d'une baisse des taux de mortalité et de fécondité favorise une croissance économique accélérée. Si moins de personnes sont soutenues par rapport à la population active, la fenêtre d'opportunité qui en résulte devient un facteur important dans la production d'une croissance à long terme.
21. En ce qui concerne le niveau élevé du ratio de dépendance des enfants et des jeunes à l'égard du soutien économique, il conviendra de s'attacher à maximiser la productivité du groupe d'âge économiquement actif pour en tirer le maximum de bénéfices tout en créant les conditions nécessaires à la transition de la population potentielle mais inactive vers une participation active et décente au marché du travail. Par exemple, les besoins de ce groupe d'âge comprennent un niveau d'éducation élevé, l'amélioration des compétences pour répondre aux demandes du marché, l'accès à la santé reproductive, l'amélioration de la prise de décision/gouvernance et de la participation à la vie active, en particulier pour les femmes, ainsi que l'incitation à la productivité et aux marchés du travail (UNFPA, 2016 ; CUA, 2016). Il s'agira de domaines de programme essentiels, avec des demandes de financement dans le but de maximiser les avantages de la fenêtre du dividende démographique.

Maximiser les investissements pour la dynamique démographique de l'Afrique de l'Ouest : Des ressources publiques, privées et extérieures

22. L'exploitation du dividende démographique et l'optimisation de la dynamique démographique sont pleinement ancrées dans la réalisation des ODD. L'expression "investissement" est utilisée en référence aux ressources allouées aux dimensions sociales et à la réalisation du dividende démographique (c'est-à-dire l'éducation, la santé et la protection sociale) en vue de générer des rendements productifs. L'investissement dans l'exploitation du dividende démographique consiste en des ressources publiques, privées et externes qui sont utilisées principalement pour créer de la croissance et du travail décent (ODD 8), assurer une bonne santé (ODD 3), une éducation de qualité (ODD 4) et de bonnes institutions et une bonne gouvernance (ODD 16). Il est impératif d'investir dans ces ODD, parmi d'autres qui sont essentiels pour le dividende démographique, afin d'ouvrir la fenêtre d'opportunité et accélérer les progrès vers l'atteinte des ODD, et ainsi réaliser la transformation structurelle de la sous-région.
23. Dans le secteur de la santé, il conviendrait de renforcer les efforts actuels visant à résoudre les problèmes de fertilité et de mortalité, tels que l'utilisation des contraceptifs et l'amélioration de la santé maternelle et infantile (SMI). Les efforts doivent également être recentrés sur l'investissement afin de mieux exploiter les aspects culturels et religieux, car les croyances et pratiques socioculturelles doivent être prises en compte dans les contextes de forte fécondité.

-
24. En matière d'éducation, les 15 pays de l'espace CEDEAO ont signé l'Initiative Fast Track sur l'éducation en 2000 et se sont engagés à augmenter leurs dépenses d'éducation à 20 % des dépenses gouvernementales (FTI, 2009). Des progrès ont été réalisés grâce à l'augmentation des taux nets de scolarisation au niveau primaire, tandis que l'écart entre les sexes se réduit considérablement à ce niveau. Toutefois, il reste beaucoup à faire pour garantir une éducation de qualité et l'accès à des niveaux plus élevés au-delà de l'école primaire (CEA, 2019b). À long terme, la perte d'années d'études se traduira par une forte proportion de personnes en âge de travailler, dont les compétences et l'éducation ne correspondent pas à la demande de compétences du marché du travail.
25. Il est donc impératif de maximiser les investissements de manière à combler le déficit de financement des ODD afin d'atténuer les défis liés à la dynamique démographique et obtenir un dividende démographique optimal. On estime que l'Afrique doit mobiliser 11 % de son PIB par an au cours des dix prochaines années pour combler le large déficit de financement des ODD, qui va de 614 à 638 milliards de dollars américains par an (CEA, 2019a). Cela pourrait représenter au moins 153,5 milliards de dollars américains pour la région de l'Afrique de l'Ouest, qui concentre près du quart du PIB de l'Afrique en 2019 (CEA, 2020a). Il est également estimé que les pays en développement à faible revenu dépenseront 0,5 billion de dollars américains supplémentaires en 2030 dans les domaines de l'éducation, de la santé, des routes, de l'électricité, de l'eau et de l'assainissement, par rapport à une base de référence des dépenses actuelles par rapport au PIB dans ces secteurs. Cela représente 15 points de pourcentage du PIB en 2030 (FMI, 2019).
26. Pour réduire le déficit de financement, les pays africains doivent renforcer la mobilisation des ressources intérieures, ce qui nécessite une amélioration durable de l'efficacité de la politique budgétaire. A cette fin, il convient de remédier à la marge de manœuvre budgétaire actuellement limitée, tant au niveau continental que sous-régional. L'Afrique reste la région où le rapport entre les impôts et le PIB est le plus faible. Estimée à 13,4% en 2018, cette proportion était inférieure à celle de l'Asie (14%), de l'Europe (25%) et de l'Amérique latine (18%)⁵(CEA, 2019a). En Afrique de l'Ouest, les performances sont en dessous du niveau continental, avec une mobilisation des recettes fiscales (y compris les dons) s'élevant à 9,6 et 10,8% du PIB dans la CEDEAO en 2018 et 2019 respectivement. En outre, le déficit budgétaire de l'Afrique de l'Ouest s'est établi en moyenne à environ 5 % entre 2017 et 2019, des niveaux plus élevés étant enregistrés pour 2019 au Ghana (7,4%), au Liberia (5,4%) (CEA 2019b).
27. Le financement du déficit par la dette est un autre canal public permettant de mobiliser des ressources à investir pour réaliser le dividende démographique, même si la COVID-19 est en train d'éroder le ratio d'endettement de la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest. Cependant, le ratio de la dette publique de la CEDEAO est encore relativement limité à 35% du PIB en 2018, bien en dessous du seuil maximum de 70% adopté dans le cadre communautaire de convergence macroéconomique. Toutefois, cela cache des performances mitigées entre les pays, avec un niveau d'endettement allant dans la région de 28,4% au Nigeria à 130% au Cap-Vert. Outre le Cap-Vert, la Gambie (82,8%), le Ghana (71,2%), la Sierra Leone (79,2%) et le Togo (71,5%) ont un niveau d'endettement supérieur à 70%. Bien que le ratio global de la
-

dette au PIB soit relativement faible dans des pays tels que le Nigeria (28,4%), le service de la dette absorbe une part considérable de ses recettes fiscales. En 2018, le montant des intérêts payés sur la dette intérieure par le gouvernement fédéral nigérian représentait 60 % de ses recettes fiscales (CEA, 2019b).

28. En plus des ressources gouvernementales, le secteur privé, les ménages, ainsi que les partenaires extérieurs sont les principaux contributeurs aux investissements dans les objectifs et cibles durables associés au dividende démographique. Par exemple, dans le secteur de la santé, ces trois acteurs avec des contributions respectives de 36,1%, 22,3% et 6,9% ont couvert 65,3% des dépenses en Afrique en 2015, contre 34,7% provenant des ressources intérieures du gouvernement (CEA, 2019).

Conclusion

29. La dynamique démographique de l'Afrique de l'Ouest, si elle est bien gérée, pourrait alimenter la croissance économique sous-régionale et un développement inclusif. Malgré la jeunesse de la population qui impose des pressions sur les systèmes éducatifs et les marchés du travail, la transition démographique entraînerait une baisse des taux de dépendance, ce qui pourrait avoir un impact positif sur la croissance économique globale, créant un dividende démographique. L'allègement de la pression démographique et l'investissement dans les ressources humaines permettraient une croissance inclusive et une augmentation du niveau de vie.
30. Pour la sous-région, une approche multidimensionnelle sera nécessaire, car il sera impossible par des réformes unidimensionnelles de compenser entièrement l'impact de la dynamique démographique sur les dépenses. Dans ce contexte, de nombreux pays devront renforcer leurs systèmes fiscaux et améliorer l'efficacité des programmes de dépenses publiques dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'emploi, d'appui au secteur privé, de l'environnement et de la gouvernance. Cet aspect multidimensionnel devrait rassembler tous les acteurs concernés car il est clair que les gouvernements ne peuvent pas assumer seuls les coûts de tous les secteurs du développement. Le secteur privé, les ménages et les partenaires du développement ont un rôle important à jouer pour aider à combler le déficit de financement des principaux piliers démographiques (santé, éducation, marché du travail et productivité et gouvernance).
31. La pandémie actuelle de la COVID-19 constitue un appel à l'innovation, exigeant des réponses sans précédent et urgentes de toutes les sphères de décision. Cependant, pour faire face aux pressions croissantes, l'Afrique ne doit pas perdre de vue les problèmes démographiques actuels et les engagements pris pour optimiser la santé, l'éducation et le bien-être de leurs populations en récoltant les dividendes démographiques. La fenêtre d'opportunité est limitée dans le temps. Par conséquent, si les pertes subies par la pandémie de la COVID-19 en termes de bien-être et de potentiel des jeunes et de la population en âge de travailler ne sont pas atténuées, les perspectives de croissance économique seront compromises.

Questions à débattre

- Quels sont les défis et les opportunités pour maximiser les investissements en vue d'atteindre le dividende démographique, en Afrique de l'Ouest, à l'ère de la Covid-19 ?
- Quelles actions politiques spécifiques les pays devraient-ils entreprendre pour promouvoir leurs services de santé, d'éducation et autres services sociaux, afin de tirer parti du dividende démographique en Afrique de l'Ouest ?
- Comment les gouvernements pourraient-ils s'assurer que les dimensions démographiques sont intégrées dans les stratégies, les budgets, les politiques et les programmes nationaux afin de reconstruire leurs économies, après la Covid-19 ?
- Quels sont les liens entre la transformation économique et l'investissement dans le dividende démographique ? Comment les politiques de transformation économique pourraient-elles aider à exploiter le dividende démographique ?
- Quels sont les instruments, sources de financement, acteurs et interventions qui pourraient le mieux contribuer à optimiser le dividende démographique en Afrique de l'Ouest ?
- Quels partenariats transformateurs sont nécessaires, avec qui, pour optimiser la dynamique démographique ?
- Quel devrait être le rôle des institutions régionales dans l'exploitation du dividende démographique ?
- Dans le contexte ouest-africain, quels seraient les avantages spécifiques de mesures ciblées sur l'autonomisation des femmes et des jeunes en ce qui concerne la maximisation des investissements pour réaliser la transition démographique ?

Référence

- Amega, K. (2018). "Remittances, education and health in Sub-Saharan Africa", *Cogent Economics & Finance* 6:1.
- Beegle, K., and L. Christiaensen, L. (2019). "Accelerating Poverty Reduction in Africa". Washington D.C.: World Bank.
- Bloom, D. and others (2000). "Population Dynamics and Economic Growth in Asia," *Population and Development Review*, 26, 257-290.
- Bloom, D. and Williamson, J.G. (1998) " Demographic Transitions and Economic Miracles in Emerging Asia", *The World Bank Economic Review*, 12, (3 4):19–55
- Bloom, D. and others (2015). "Prospects for Economic Growth in Nigeria: A Demographic Perspective". PGDA Working Paper No. 127.
- CEA (2019) - Santé et croissance économique en Afrique, 2019, Addis Ababa : Commission économique des Nations unies pour l'Afrique
- __(2019a). *Rapport économique sur l'Afrique*. CEA (2019) Politique budgétaire pour le financement du développement durable en Afrique, mars 2019 Addis-Abeba : Commission économique des Nations unies pour l'Afrique.
- __(2019b) Profil socio-économique de l'Afrique de l'Ouest 2018 et perspectives 2019,
- __(2020a) Dynamique de la population, dividendes démographiques et développement durable en Afrique de l'Ouest, CEA/SROWA, Document de travail
- __(2020b) COVID-19 en Afrique, Protéger les vies et l'économie, avril 2020
- __(2020c) Profil socio-économique de l'Afrique de l'Ouest 2019 et perspectives 2020 (Document de travail)
- __(2020d). COVID-19: Lockdown Exit Strategies for Africa. Addis Ababa: United Nations Economic Commission for Africa.
- Commission de l'Union africaine (2016). « Feuille de route de l'UA sur l'exploitation du dividende démographique par des investissements dans la jeunesse », Addis Ababa, CUA
- Drummond, P., Thakoor, V. et Yu, S. (2014). « L'Afrique se relève : Harnessing the Demographic Dividend ». Document de travail 14/143
- FTI. (2009). Financement et fonds fiduciaires de la FTI. Initiative Fast Track de l'éducation pour tous. Banque mondiale ;
- FMI (2014) : <https://www.imf.org/external/pubs/ft/wp/2014/wp14143.pdf>
- __(2019) : Politique budgétaire et développement : Investissement humain, social et physique pour les ODD - (Note de discussion des services du FMI), janvier 2019
- Mason, A. (2001). "Population, Capital, and Labor." Ch. 8 in Mason A (ed.), *Population Change and Economic Development in East Asia: Challenges Met, Opportunities Seized*. Stanford: Stanford University Press.

- Mason, A. (2005). "Demographic Transition and Demographic Dividends in Developed Countries" Department of Economics, University of Hawaii at Manoa and Population and Health Studies, East-West Center, Article, January 2015
- Mason, A., R. Lee. and J. Xue Jiang (2016). "Demographic Dividends, Human Capital, and Savings", *Journal of Economics of Ageing*. April 2016. 7 :10–122
- NTA. (2019). Conférence africaine sur les comptes de transfert nationaux. Somone, Sénégal.
- Olaniyan O., A. Soyibo, et autres (2018). Harnessing the Demographic Dividend for the Sustainable Development of Nigeria (Exploiter le dividende démographique pour le développement durable du Nigeria) : 2016 Demographic Dividend Report of Nigeria (Rapport sur le dividende démographique du Nigeria en 2016). Publié par le Health Policy Training and Research Programme (HPTRP), Université d'Ibadan, Nigeria pour le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), Nigeria
- UNDESA (2019a). *World Economic Prospects*.
<https://www.un.org/development/desa/dpad/publication/world-economic-situation-and-prospects-october-2019-briefing-no-131/>
- (2019b). *World Population Prospects*. New York: United Nations Population Division, UNDESA..
- UNDP (2018). *Human Development Indices and Indicators 2018 Statistical Update*. New York: United Nations Development Programme.
- UNESCO 2020. COVID-19 Education Response. Paris: UNESCO.
<https://en.unesco.org/covid19/educationresponse>
- UNFPA (2016). *Building Quality Human Capital for Economic Transformation and Sustainable Development in the Context of the Istanbul Programme of Action..*
<https://www.unfpa.org/publications/foundations-future>
- (2018). *Annual Report*. New York: United Nations Population Fund.